

<https://pierre-alainmillet.fr/climat>



conseil de métropole du 18 mars 2019

# Changer de société pour le climat !

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 18 mars 2019

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

Si le climat est d'abord un enjeu mondial, l'actualité des manifestations de ces 15 et 16 mars éclaire aussi le débat politique en France et la contradiction entre l'action pour le climat et un système politique dirigé par le capitalisme, et donc interroge le contexte et l'ambition d'une politique climat métropolitaine.

Les images contrastées des manifestations de samedi sont dans tous les esprits, familles souriantes et médiatisation positive du côté du climat, violences chaotiques et diabolisation de l'autre. J'étais à Paris où le contraste est le plus fort, et plus que l'opposition entre la fin du mois et la fin du monde, qui sont au contraire reliées par beaucoup de manifestants, c'est bien une opposition sociologique qui est mise en scène médiatiquement. D'un côté, la fracture démocratique et géographique mise en lumière par des gilets jaunes que la méfiance envers toute organisation rend perméable aux groupes violents, de l'autre une unité apparente des urbains autour d'une exigence pour toute l'humanité, mais portée dans l'hétérogénéité des propositions.

Rappelez-vous les tentatives de manifestations de lycéens en décembre, avec des chefs d'établissements qui bloquent les portes d'entrée, les CRS dès le lycée, le gazage préventif, les passages et arrestations. Quel contraste vendredi dernier ! des policiers distants, les médias glorifiant la jeunesse manifestant et des établissements qui autorisent les sorties...

Cette opposition médiatique entre un discours de soutien aux légitimes inquiétudes pour la planète et les diatribes acides contre les gilets jaunes qualifiés de populistes est éclairante sur le piège dont espère bien profiter Macron.

Il a dans la précipitation inventé un grand débat pour se donner du temps face à l'exigence de justice fiscale et sociale mais il faut bien finir ce grand débat et le piège peut se refermer, tout ça pour quoi ?

Le mouvement des gilets jaunes cherche certes son deuxième souffle, mais il a tenu la distance et le soutien populaire est toujours largement majoritaire, le gouvernement fait face à un défi : comment ne pas répondre aux urgences sociales sans faire remonter la colère ?

Ne le laissons pas espérer qu'un faux consensus sur le climat permette de casser enfin le soutien aux gilets jaunes. Ne laissons pas diviser les français entre les couches sociales les plus victimes de la crise, ouvriers, quartiers populaires, péri-urbains et ruralité, et les couches urbaines plus aisées et intégrées. Car ce serait une impasse pour le climat, qui est bien plus qu'un enjeu de mode de vie, un enjeu de société, un enjeu mondial.

L'urgence climatique est d'abord l'arrêt le plus rapide possible des centrales électriques fossiles en Allemagne, aux USA, en Inde, en Chine. Mais on ne peut demander à l'Inde de ne pas répondre aux besoins de populations qui consomment 16 fois moins d'énergie par personne que les USA ! Or tout le monde sait que sans solution de stockage massif, les ENR intermittentes ne peuvent répondre à ces besoins de développement. Il y a donc urgence pour un grand programme international de recherche publique sur le stockage, mais il faut développer dans ces pays le nucléaire en remplacement du charbon.

Pour l'Europe, le problème, c'est d'abord la production électrique fossile de l'Allemagne et de la Pologne, et les politiques européennes devraient être plus contraignantes pour les plus émetteurs !

La France est plutôt un bon élève. Nous émettons 2 fois moins de carbone qu'un allemand et nous consommons moins d'énergie qu'un suédois ou un danois. Mais nous avons deux secteurs mauvais élèves, le chauffage et le transport.

Les mesures urgentes pour le transport sont connues :

[-] Organiser le retour du fret sur le rail ce qui suppose de revenir sur la privatisation catastrophique du fret ferroviaire.

[-] Financer un plan d'urgence pour le doublement des capacités de transport en commun nationale, régionale et d'agglomération, et donc relancer le service public partout !

Comme on le voit, il s'agit non pas de questions comportementales, individuelles, mais bien de choix politiques globaux, à l'opposé de toutes les politiques de gauche et de droite conduites depuis des décennies, à l'opposé de la loi de transition énergétique actuelle, des choix qui supposent un investissement public massif dans les infrastructures et les matériels. Des manifestants du climat reproche l'inactivité des gouvernements, ils devraient plutôt leur reprocher leur hyper-activité pour les intérêts des plus riches et leur insupportable démagogie politique, à l'image de ce ministre de Ruyg qui annonce un facteur 8 pour éviter le débat contradictoire sur le bilan de la LTECV, un facteur 8 totalement idéaliste sauf à organiser une fantastique régression sociale !

C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier le plan climat métropolitain.

Le transport est bien le secteur à la traîne, seulement 10% de baisse des émissions depuis 2000, et si les émissions sont principalement le fait des habitants, c'est bien le SYTRAL, donc les collectivités, qui est l'autorité organisatrice des transports, et c'est bien ce PDU qui ne fixe pas d'objectif plus ambitieux. Ce plan climat se limite à une augmentation de 25% de la fréquentation des transports en commun, et il est amusant de voir un député en marche, Mr Yves Blein, qui est paraît-il de vos amis, monsieur le président, défendre un TOP émetteur de gaz à effet de serre, et refuser une liaison métro est-ouest ! Nous demandons de relancer un PDU qui se fixe l'objectif d'un doublement de la mobilité en transport en commun, notamment pour les trajets périurbains et interurbains.

Si ce plan climat contient de nombreuses choses intéressantes et utiles, il reste enfermé dans le cadre du système actuel de la dérégulation et de la fin du service public. Il tente de nous faire croire qu'on résoudra le problème dans la métropole sans rien changer aux politiques publiques, c'est un leurre et les merveilleuses promesses technologiques de la métropole intelligente ne doivent pas faire illusion. Pour nous, il y a un critère essentiel de décision que nous retenons dans ce plan l'efficacité des mesures du seul point de vue qui compte pour le climat, les émissions de gaz à effet de serre et c'est pourquoi nous renouvelons notre demande que chaque action soit évaluée du point de vue du coût de la tonne de carbone évitée, dans une approche de coût complet, comme nous l'avons demandé pour le projet solaire de la vallée de la chimie.

Enfin, nous renouvelons notre demande que le plan climat métropolitain se structure aussi à l'échelle communale. Plusieurs communes avaient déjà libéré elle-même sur un plan climat. Le fait qu'il soit désormais de compétence métropolitain ne doit pas interdire de le décliner par commune, et par exemple de mettre à disposition les données du schéma directeur des énergies par commune. Nous proposons que le futur plan climat soit soumis à l'avis consultatif des conseils municipaux.

Chacun le sait, on ne peut pas changer de terre, on doit changer le système, c'est pour cela que nous appelons à poursuivre toutes les mobilisations ce 19 mars en interpellant plus directement le patronat bien trop tranquille alors qu'il est le premier acteur des injustices sociales !